Voix plurielles

Volume 3, Numéro 1 : mai 2006

Tracy M. Russell

Les Nations Unies font-elles plus de mal que de bien ? Les abus sexuels dans la République Démocratique du Congo

Citation MLA : Russell, Tracy M. «Les Nations Unies font-elles plus de mal que de bien ? Les abus sexuels dans la République Démocratique du Congo.» *Voix plurielles* 3.1 (mai 2006).

Les Nations Unies font-elles plus de mal que de bien ? Les abus sexuels dans la République Démocratique du Congo

Tracy M. Russell
Université McMaster

Mai 2006

Résumé

La conférence de l'Université McMaster qui a eu lieu en mars 2005, pour laquelle cet article fut préparé, avait pour thème « Francophonie et Diversité ». Cependant, nous ne pouvons pas parler de la communauté francophone sans commenter le sort de certains de ses pays membres, qui vivent des conflits armés. Une organisation est aussi forte que l'est chacun de ses membres, et si la francophonie se veut une force viable dans l'avenir, il faut qu'elle tienne compte de ces conflits armés qui détruisent plusieurs de ses pays membres, mais aussi qu'elle aide à les résoudre. Toute la population en subit les conséquences néfastes, mais ce sont les femmes et les enfants qui sont les victimes principales de ces conflits. Trop souvent, les violations des droits de la personne commises contre eux sont impunies. Cet article porte sur un tel exemple de conflit, à savoir celui que connaît actuellement le Congo, où des abus sexuels sont perpétrés sur une grande échelle, et dont les auteurs sont, entre autres, les militaires et les civils qui travaillent pour les Nations Unies.

Actuellement, dans plusieurs pays francophones, dont la République Démocratique du Congo, le Burundi et la Côte d'Ivoire, des conflits armés ainsi que des guerres civiles ont lieu qui paralysent tous les systèmes économiques. Les premières victimes sont les populations civiles. Parmi elles, nous allons nous pencher en particulier sur les femmes qui, en temps de guerre encore plus qu'en temps de paix, sont victimes de viols et de violences sexuelles à grande échelle. Il faut ajouter à cela une autre classe de victimes, les enfants. Nous limitant aux pays de la francophonie, nous nous pencherons sur ce qui affecte la femme en particulier et toute la population en général, pour observer l'impact qu'une telle situation peut avoir sur le développement des pays francophones. D'ores et déjà, nous pouvons affirmer que la paix est la condition sine qua non de tout développement intégral, étant entendu que par paix, nous comprenons aussi la paix sociale.

Les conflits armés affectent les femmes de diverses manières : en tuant leur proches, (maris, frères, et enfants, qui de gré ou de force se trouvent embauchés comme soldats), en détruisant leurs familles, mais aussi en créant un manque total de sécurité corporelle pour elles, dont les structures

de pouvoir – dirigées par les hommes – ne semblent pas se soucier. Lorsque des bombes éclatent et que les gens se font tuer jour après jour, le viol devient un problème négligé par les autorités locales, et cela permet aux coupables de continuer leurs assauts sur les femmes et sur les enfants. La République Démocratique du Congo est un exemple éloquent. Considérons le cas d'Yvette, une fille de 14 ans, citée le lundi 21 mars 2005 dans le journal *The Washington Post* :

Yvette est connue dans la communauté comme une « fille à un dollar des Nations Unies. » La nuit, elle dort sur le trottoir devant une devanture de magasin. Yvette et ses amies s'appellent également les *usharatis* de *kidogo*, expression Swahili pour « petites prostituées. » Elles flânent à l'extérieur des camps de soldats pour le maintien de la paix des Nations Unies, espérant vendre leur corps pour une tasse de lait, une boisson gazeuse fraîche ou – mieux encore – pour un seul dollar. Quand Yvette n'avait que 10 ans, un rebelle l'a violée, la laissant sans vêtements. Elle a beaucoup pleuré, a enveloppé son corps de chiffons et s'est ensuite lavée. Elle a cherché de l'aide auprès d'une organisation de femmes, où on lui a dit qu'elle n'avait rien fait de mal, mais que le vol de sa virginité la rendrait sans valeur comme épouse. Elle devrait comprendre, lui ont dit les conseillers, que maintenant aucun homme ne l'épouserait. « De temps en temps, je le fais. Je suis obligée, » dit Yvette. « Parfois les relations sexuelles se passent dans des voitures de l'O.N.U., d'autres fois au camp. Mais au moins on me paie. J'étais sans valeur de toute façon. Mon honneur a été perdu. »¹

Malheureusement, l'histoire d'Yvette n'est pas rare. Les Nations Unies étudient 150 cas dans lesquels on soupçonne 50 militaires et civils de la mission de paix au Congo d'avoir exploité sexuellement ou violé des femmes et des fillettes dont certaines aussi jeunes que 12 ans. Depuis 1999, la communauté internationale est au courant de la situation de violence sexuelle faite aux femmes et aux enfants congolais, à savoir viols et pédophilie sur une grande échelle.² Au départ, ce sont les soldats du gouvernement congolais, ainsi que les rebelles qui commettaient ces crimes.³ Plus tard, d'autres se sont joints à la vague. Les femmes et les enfants subissent continuellement des violences sexuelles de la part de ceux qui sont censés protéger le peuple : les soldats du maintien de la paix des Nations Unies.

Les casques bleus, comme ils sont affectueusement appelés, ont la réputation, ainsi que le devoir, de servir et de protéger les populations les plus démunies du monde. Envoyés par leurs pays pour les représenter et renforcer les opérations de maintien de la paix dans le monde, certains ont couvert leur nation de honte en commettant des délits sexuels qui, s'ils avaient été commis chez eux, auraient été sévèrement sanctionnés.

L'article du 7 janvier 2005, intitulé *Peacekeepers' Sexual Abuse of Local Girls Continuing in DR of Congo*, UN Finds, raconte les abus de pouvoir commis par les soldats du maintien de la paix de l'ONU et l'absence de sanctions pour leurs crimes. En dépit du fait que le problème d'abus sexuel est considéré comme étant « grave et perpétuel, » par le Bureau des Nations Unies des services internes d'inadvertance (traduction officielle de *The Office of Internal Oversight Services*), très peu a été fait pour y mettre fin. L'ONU, qui a mené des enquêtes, défend formellement aux soldats de la paix de payer pour les relations sexuelles ou d'en avoir avec des filles âgées de moins de 18 ans. Elle a introduit un couvre-feu et a délimité des zones interdites. Ces mesures se sont montrées inefficaces, vu la manière ostensible dont ces soldats continuent de désobéir aux règles, comme l'extrait de l'article suivant l'indique : « Malgré le fait que les soldats savaient que l'investigation

était en cours dans la région de l'Est de Bunia, de juin à septembre l'année passée, ils ont continué leurs activités, vu la présence de préservatifs qui venaient tout juste d'être utilisés, trouvés près des camps militaires... »⁴ Ceci n'indique pas spécifiquement s'il y a eu viol ou si une partenaire de moins de 18 ans a été impliquée, mais les médecins de la Croix-Rouge, tels que M. Antoine Tambwe, peuvent témoigner que de nombreuses jeunes filles qu'il traite, comme Yvette, sont exploitées par les soldats de l'ONU. Est-ce trop que dire qu'une jeune fille est violée, même si elle se vend « volontairement » pour se nourrir ? Si ce n'était à cause de la faim, elles ne seraient pas obligées de le faire, et le fait de payer n'excuse nullement un homme d'avoir des relations sexuelles avec un enfant. Il est quasiment impossible de préciser la date à partir de laquelle les soldats de maintien de la paix se sont impliqués dans ces crimes. Toutefois, il est concevable qu'au départ les victimes ne voulaient pas dénoncer les coupables soit par honte, soit par peur de représailles contre elles, et contre leurs familles. Entre octobre et en décembre 2004, Mass-Line Media Centre, une organisation de recherche médiatique, a constaté qu'au moins 2140 cas de violation des droits de la personne ont été commis, tandis que seulement 570 cas ont été documentés.⁵ Ceci montre que, en dépit des efforts récents de l'ONU pour documenter les crimes sexuels, le nombre de cas dont ils sont informés est dépassé, de beaucoup, par ceux qui existent à leur insu. Il faut du temps pour que ces crimes soient dénoncés par les victimes et encore plus de temps pour mener des enquêtes, puis pour que les nations membres de l'ONU prennent des mesures concrètes. Entre-temps, les mesures mises en place n'aident pas les jeunes femmes qui sont atteintes de maladies vénériennes, ou du SIDA, qui se retrouvent enceintes ou, pire encore, qui meurent à la suite de l'agression sexuelle. Plusieurs mesures peuvent être considérées pour punir les coupables et aider les victimes : l'ONU peut encourager le système de dénonciation, peut prendre l'ADN de chaque soldat qui y a servi pour identifier les pères des bébés (et les coupables), et leur faire payer chaque mois une somme d'argent qui pourrait subvenir aux besoins de la jeune femme et de sa famille, insister sur l'incarcération des coupables, et leur interdire de travailler davantage avec les Nations Unies, pour ne mentionner que quelques solutions possibles. Le fait que ce problème existe depuis longtemps - selon certaines sources depuis six années- montre un manque de volonté de la part de l'ONU et des pays membres de prendre cette situation en main, et de punir les personnes impliquées.

Selon les responsables des soldats de la paix, « les États membres de l'ONU devraient fournir des commandants plus sévères et accroître le châtiment au niveau des crimes. »⁶ Il semble que l'ONU soit paralysée par le besoin de pointer l'autre du doigt. Au lieu de dire que c'est la responsabilité de l'autre, chaque pays qui a des civils et des militaires déployés au Congo, ainsi que les administrateurs de l'ONU, devraient se concentrer et travailler ensemble afin de trouver un moyen de résoudre le problème. Selon William Lacy Swing, le chef de la mission de l'ONU au Congo, ils « font les efforts possibles » pour mettre fin à cette situation atroce. Cela est insuffisant, vu le temps qu'ils ont eu pour régler la situation, et vu la gravité des crimes.

Actuellement, le Secrétaire général adjoint de l'ONU, Angela Kane, dirige une équipe au Congo qui pourrait y rester pour une durée de deux mois, selon M. Swing. L'objectif de la mission n'est pas indiqué, mais il est évident qu'on ne peut pas faire en deux mois ce qu'on n'a pas pu faire en plusieurs années. Jusqu'à présent, la France n'a poursuivi en justice qu'un seul accusé. Dans un communiqué publié le 12 février 2005, le gouvernement marocain a annoncé sa décision de poursuivre en justice six de ses soldats impliqués.⁷ Toutefois, il semble que le problème persiste,

car selon le témoignage de Francine, 16 ans, dans l'article du lundi 21 mars 2005 du Washington Post, elle a récemment négocié ses "services" auprès d'un soldat dans le camp marocain. Après avoir eu des relations sexuelles avec ce soldat, la situation est devenue chaotique, car cinq autres faisaient la queue et ils l'ont prise de force. Nous attendons le moment où la France et le Maroc, et d'autres nations dont les soldats et les civils sont impliqués dans des situations semblables, prendront ce problème au sérieux et sanctionneront les leurs.

Parmi les victimes des soldats se trouvent des orphelines, très souvent illettrées. Celles qui ont été payées pour leurs "services sexuels" ont reçu « de deux oeufs de poule, jusqu'à cinq dollars par rencontre. »⁸ La pauvreté étant tellement répandue au Congo, surtout parmi les populations rurales qui ne peuvent plus exercer leur métier de fermier à cause des rebelles qui errent dans la campagne, que ces populations sont d'une extrême vulnérabilité face à la position de pouvoir des représentants de l'ONU. Malheureusement, ce qui se passe en République Démocratique du Congo, la violence sexuelle et d'autres violations des droits de l'homme contre les femmes et enfants, est le miroir des conflits armés partout en Afrique et ailleurs. Vu le fait que les États membres et l'ONU connaissent cette réalité et possèdent des informations, on est en droit de se poser quelques questions: pourquoi est-ce que les crimes commis en Afrique, contre les moins forts parmi des populations impuissantes, ne sont pas punis comme ils le seraient en Occident? Accorde-t-on une moindre valeur à la vie et à la dignité des femmes, des jeunes filles, et des enfants africains, qu'à la vie et à la dignité de ceux de l'Occident ? L'Organisation de la francophonie devrait se préoccuper de telles situations et envisager les voies et moyens susceptibles de garantir la paix dans ses pays membres et la sécurité physique des femmes et des enfants. La francophonie peut aider la cause de la femme en poursuivant et en augmentant sa contribution financière aux organisations pour la promotion de la femme francophone. Citons une organisation qui en bénéficierait, telle l'Association Internationale des Femmes Francophones qui depuis 1985, a comme but de: " 1. Réunir les femmes de la francophonie 2. Contribuer à la large diffusion des objets définis par les instances de francophonie 3. Participer à l'élaboration des programmes de développement et à la recherche de solutions durables à la paix dans le monde." ⁹ Il est évident que les femmes peuvent être victimes d'abus sexuels en temps de paix comme en temps de guerre, mais les conflits armés empirent la situation. Quoique la résolution de conflits armés soit rendue plus compliquée quand les soi-disant agents de paix abusent de leur pouvoir et s'attaquent à la population locale, la paix sociale reste, toutefois, l'aspect essentiel du développement. C'est au sein d'une société développée que l'ensemble de la population peut bénéficier le plus de la sécurité physique.

Ce sont non seulement les femmes, mais toute la population qui bénéficie de la résolution des conflits armés. Psychiquement, une résolution permettrait au peuple de retrouver la paix interne et de ne plus craindre pour sa sécurité. Ainsi, les gens sont capables de se concentrer sur le développement de leurs communautés, ce qui les soutiendra, leur permettant de subvenir à leurs besoins, et de vivre dignement. Cependant, on ne peut pas parler de développement durable d'un pays tant que la moitié de la richesse humaine reste inutilisée, car le développement de l'économie d'un pays nécessite la participation de tous les membres de la société. Dans les pays occidentaux, où les femmes constituent une bonne partie de la main-d'oeuvre hors du foyer, l'économie est plus prospère. Le Congo va devoir remettre en question ses normes sur la participation de la femme à la vie publique, politique, et à d'autres domaines, afin d'améliorer la situation économique.

Par exemple, l'exploitation du tourisme au Congo pourrait fournir au pays une infusion de fonds nécessaires, mais il faut d'abord instaurer la paix. Pour employer les termes de l'Organisation Mondiale du Travail, « la paix est fondamentale pour la mise en valeur touristique. Avec la paix, le tourisme, si le gouvernement prend des mesures pour empêcher le tourisme sexuel, peut être un facteur essentiel de croissance économique, de développement durable et de progrès social. Sans elle, ces possibilités disparaissent. »¹⁰ L'exploitation du tourisme peut être très bénéfique au Congo, toutefois, l'histoire du développement mondial montre que ceci est loin d'être la solution pour les pays qui s'appuient trop sur cette ressource. Il n'y a pas une solution unique qui soit la panacée pour l'avancement économique. Pour les pays africains dont le Congo, ceci nécessitera plusieurs moyens, dont : le commerce équitable avec les grands marchés tel que l'Union européenne, l'acquittement de la dette publique, et l'entière propriété et gestion de ses propres ressources naturelles. Tous ces moyens, et d'autres encore, fourniront au Congo l'occasion de subvenir à ses besoins. Si la francophonie veut devenir une force réelle et viable, elle doit tenir compte de la situation des populations de ses pays membres et contribuer à y instaurer la paix. Tout comme une chaîne dépend de la force de chaque maillon, une organisation n'est aussi forte que le plus faible de ses membres. Ceci dit, chacun a la possibilité d'aider le développement en Afrique. En ce qui concerne le Congo, l'éradication de l'abus du pouvoir des Casques Bleus serait un grand pas dans la bonne direction. Actuellement, les gouvernements dont les soldats et les civils sont impliqués semblent intéressés par la préservation de leur image plutôt que par la justice pour les femmes et enfants affectés. Il incombe à tous les pays francophones et à leurs ressortissants d'agir pour éradiquer les abus de pouvoir, dont les abus sexuels.¹¹

Ouvrages cités

- Association Internationale des Femmes Francophones. « Description de l'AIFF ». 3 mars 2005 <<http://www.francophonie.org/oing/aiff/aiff2.htm>>.
- Human Rights Watch. "D.R. Congo: Tens of Thousands Raped, Few Prosecuted." *Judicial Reforms Needed to Ensure Justice for Victims of Sexual Violence*. 9 mars 2005 <<http://hrw.org/english/docs/2005/03/07/congo10258.htm>>.
- Lipman, Geoffrey. "Organisation Mondiale du Tourisme." *Conclusions de la Conférence de l'OMT sur le thème de Tourisme, Paix, et Développement durable*. 12 fév. 2005 <<http://www.world-tourism.org/regional/africa/events/Caf39/Conference%20Conclusions-fr.pdf>>.
- Mission de l'Organisation des Nations Unies en RD Congo. « Sanctions des abus sexuels: Le MONUC se félicite de la décision des autorités marocaines. » 7 fév. 2005 <<http://www.monuc.org/news.aspx?newsID=5571>>.
- "The Truth Unveils." *Star Weekend Magazine* 4, 36. 4 Mar. 2005 <<http://www.thedailystar.net/magazine/2005/03/01/news.htm>>.
- UN Economic and Social Council. "Commission on Human Rights." *Sub-commission on the Promotion and Protection of Human Rights*. 10 fév. 2005 <<http://web.ask.com/redir?u=http%3a%2f%2fwww.unhcr.ch%2fHuridocda%2fHuridoca.nsf%2fe06a5300f90fa0238025668700518ca4%2fa897e4a226f89ed6c1256c230056baab%2f%24FILE%2fG9914956.pdf>>.
- UN News Centre. "Peacekeepers' sexual abuse of local girls continuing in DR of Congo, UN

finds.” 10 fév. 2005 <<http://www.un.org/apps/news/storyAr.asp?NewsID=12990&Cr=democratic&Cr1=congo&Kw1=Congo&Kw2=Sexual&Kw3=abuse>>.

Wax, Emily. “Congo’s Desperate ‘One-Dollar U.N. Girls’: Shunned Teens, Many Raped by Militiamen, Sell Sex to Peacekeepers.” *The Washington Post Online*. 5 mai 2005 <<http://www.paillonsartpalace.com/congos.htm>>.

RÉFÉRENCES

- ¹ Emily Wax, “Congo’s Desperate ‘One-Dollar U.N. Girls’: Shunned Teens, Many Raped by Militiamen, Sell Sex to Peacekeepers,” *The Washington Post Online*, 5 mai 2005 <<http://www.paillonsartpalace.com/congos.htm>>.
- ² UN Economic and Social Council, “Commission on Human Rights,” Sub-commission on the Promotion and Protection of Human Rights, 10 fév. 2005 <<http://web.ask.com/redir?u=http%3a%2f%2fwww.unhchr.ch%2fHuridocda%2fHuridoca.nsf%2fe06a5300f90fa0238025668700518ca4%2fa897e4a226f89ed6c1256c230056baab%2f%24FILE%2fG9914956.pdf>>.
- ³ Human Rights Watch, “D.R. Congo: Tens of Thousands Raped, Few Prosecuted,” Judicial Reforms Needed to Ensure Justice for Victims of Sexual Violence, 9 mars 2005 <<http://hrw.org/english/docs/2005/03/07/congo10258.htm>>.
- ⁴ UN News Centre, “Peacekeepers’ sexual abuse of local girls continuing in DR of Congo, UN finds”, 10 fév. 2005 <<http://www.un.org/apps/news/storyAr.asp?NewsID=12990&Cr=democratic&Cr1=congo&Kw1=Congo&Kw2=Sexual&Kw3=abuse>>.
- ⁵ “The Truth Unveils”, *Star Weekend Magazine* 4.36, March 4 2005 <<http://www.thedailystar.net/magazine/2005/03/01/news.htm>>.
- ⁶ “The Truth Unveils”, <<http://www.thedailystar.net/magazine/2005/03/01/news.htm>>.
- ⁷ Mission de l’Organisation des Nations Unies en RD Congo, « Sanctions des abus sexuels: Le MONUC se félicite de la décision des autorités marocaines, » 7 fév. 2005 <<http://www.monuc.org/news.aspx?newsID=5571>>.
- ⁸ UN News Service, “Peacekeepers’ sexual abuse of local girls continuing in DR of Congo, UN finds,” 10 fév. 2005 <<http://www.un.org/apps/news/storyAr.asp?NewsID=12990&Cr1=congo&Kw1=Congo&Kw2=Sexual&Kw3=abuse>>.
- ⁹ Association Internationale des Femmes Francophones, « Description de l’AIF », 3 mars 2005 <<http://www.franco-phonie.org/oing/aiff/aiff2.htm>>.
- ¹⁰ Geoffrey Lipman, “Organisation Mondiale du Tourisme,” Conclusions de la Conférence de l’OMT sur le thème de Tourisme, Paix, et Développement durable, 12 fév. 2005 <<http://www.world-toursim.org/regional/africa/events/Caf39/Conference%20Conclusions-fr.pdf>>.
- ¹¹ Sur ce, nous sommes tous invités à contacter le représentant de notre pays aux Nations Unies (nous pouvons trouver l’information de contact au : www.un.int/missions/webs.html) pour exprimer notre désir de voir les coupables punis selon la plus grande sévérité que permet la loi.